

# **CAMBODGE**

## **Une souveraineté sous tension**

Jean-Christophe DIEPART  
Steven PRIGENT

Le 29 décembre 2018, lors d'une cérémonie célébrant les vingt ans de la réintégration des résistants khmers rouges dans la société civile et la fin des affrontements, le Premier ministre Hun Sen a inauguré un monument à sa mémoire. Tour de 33 mètres jaillissant d'un massif pentagone dit « composé de la pierre des temples d'Angkor », cet édifice loue les triomphes historiques d'Hun Sen et les vertus de sa politique « gagnant-gagnant ». Tandis que le Premier ministre a profité de l'occasion pour dénoncer l'atteinte à la souveraineté du Cambodge par les États-Unis depuis les années 1970, Sam Rainsy, leader de l'opposition, a affirmé que cette inauguration traduisait « la destruction de la démocratie héritée de la communauté internationale »<sup>1</sup>.

L'année 2019, marquée par l'assèchement des écosystèmes et de l'opposition politique, a donné lieu à la poursuite des négociations autour des accords « Tout sauf les armes » dans le cadre d'un alignement de plus en plus fort du gouvernement sur les intérêts chinois au Cambodge.

---

<sup>1</sup> Andrew Nachemson, « Hun Sen's Monument to Himself », *The Diplomat*, 31 décembre 2018. Remerciements à Suppya Nut et Michel Antelme de leurs contributions.

## Une opposition réprimée et divisée

De nouvelles actions répressives ont eu lieu cette année, comme la condamnation le 11 décembre 2018 des présidents de six syndicats pour leur responsabilité dans les violences des manifestations ouvrières du boulevard Veng Sreng en 2013, réclamant une augmentation des salaires et soutenues par le CNRP<sup>2</sup>. Le « fixeur » Rath Roth Mony a été arrêté le même mois, après avoir accompagné le tournage du documentaire *My mother sold me* produit par Russia Today, enquête révélant les dessous de réseaux de trafic sexuel au Cambodge. Le président de ASEAN Parliamentarians for Human Rights, Charles Santiago, a dénoncé début mai le harcèlement incessant de plusieurs membres de l'opposition depuis les élections de 2018, à savoir des arrestations arbitraires, de fausses accusations criminelles et un cas de torture ayant conduit à la mort de Tith Rorn, le fils d'un ex-membre de l'opposition, alors incarcéré pour des motifs restés obscurs<sup>3</sup>. Les Nations unies ont, une nouvelle fois, dénoncé ces actions et le non-respect de la liberté d'expression.

Le 2 décembre 2018 à Atlanta, Sam Rainsy s'est proclamé président du CNRP, face à des supporters de l'ancien Sam Rainsy Party et en l'absence volontaire des supporters de l'ancien Human Rights Party de Kem Sokha. Ce dernier, placé en résidence surveillée depuis septembre 2018 suite à une année de détention provisoire, privé d'une rencontre avec la Rapporteuse des Nations unies début mai 2019<sup>4</sup> et n'ayant pas le droit de communiquer publiquement, a tout de même pu déclarer, par l'intermédiaire de ses avocats, qu'il ne reconnaissait pas la légitimité de la réunion d'Atlanta. Durant le même mois de décembre 2018, l'Assemblée nationale a voté unanimement un amendement sur l'article 45 de la loi sur les partis politiques autorisant les membres de l'opposition à revenir dans le jeu politique. Sam Rainsy a appelé les membres de l'ex-CNRP à ne pas faire acte de soumission. Fin mars, seuls 9 des

---

<sup>2</sup> Niem Chheng, « Union leader six found guilty over violent protests in 2013 », *Phnom Penh Post*, 12 décembre 2018.

<sup>3</sup> Asean Parliamentarians for Human Rights, « Cambodia: Stop political harassment of the opposition », 10 mai 2019.

<sup>4</sup> Sawathey Ek, « UN lends its authority to Cambodian tyrant », *Asia Times*, 14 mai 2019.

118 membres de l'opposition auraient été réintégrés<sup>5</sup>. Deux d'entre eux, Ou Chanrath et Chiv Cata, ont été rejetés par le CNRP lors du Asian Human Rights Peace Forum qui s'est tenu fin avril en Corée du Sud. Cette division de l'opposition, qui fait courir le risque de son affaiblissement, est ainsi susceptible de servir l'intérêt du gouvernement.

Courant juin, suite à la condamnation de Sam Rainsy à huit années de prison<sup>6</sup>, Hun Sen et le ministre de l'Intérieur Sar Kheng ont saisi la justice française après que Sam Rainsy eut appelé la population à s'inspirer de l'actualité des manifestations algériennes pour réclamer la destitution du Premier ministre, et adressé le soutien du CNRP à Sar Kheng s'il souhaitait intenter un coup d'État<sup>7</sup>. La plainte a été renouvelée lorsque Sam Rainsy a accusé Hun Sen d'être responsable de l'accident d'hélicoptère du commissaire de la police nationale Hok Lundy en 2008, et soutenu Dy Vichea, le fils de Hok Lundy et gendre d'Hun Sen, dans une soi-disant tentative de renverser Hun Sen avec le soutien de Sar Kheng.

Courant septembre, Sam Rainsy a poursuivi son travail de déstabilisation en annonçant son retour au Cambodge le 9 novembre en vue de libérer le pays et le Roi de l'emprise « dictatoriale » d'Hun Sen. Cette date de retour coïncide avec la publication du rapport préliminaire de l'Union européenne, annoncée pour le 12 novembre, concernant l'éventuelle suspension des accords « Tout sauf les armes » (TSA), un régime préférentiel institué en 2001 qui exonère de droits de douane et de quotas les exportations de tous les produits cambodgiens – à l'exception des armes – vers le marché européen. Des représentants en exil de l'ex-CNRP ont proposé le soutien financier du CNRP aux militaires qui accepteraient de tourner le dos au gouvernement pour sécuriser le retour de Sam Rainsy, un retour annoncé depuis la Thaïlande en compagnie de milliers de migrants cambodgiens y travaillant. Le gouvernement a de nouveau condamné Sam Rainsy, publié un mandat d'arrêt international (et d'extradition) repris par plusieurs pays voisins et renforcé la répression sur l'opposition. Une nouvelle

---

<sup>5</sup> Niem Chheng, « Five more former CNRP officials granted political rehabilitation », *Phnom Penh Post*, 20 mars 2019.

<sup>6</sup> Niem Chheng, « Rainsy handed eight-year prison sentence by Phnom Penh court », *Phnom Penh Post*, 3 mai 2019.

<sup>7</sup> Niem Cheng, « PM, Sar Kheng prepare French Rainsy case », *Phnom Penh Post*, 10 juin 2019.

vague d'arrestations a été déclenchée début septembre : une cinquantaine d'activistes et représentants de l'ex-CNRP ont été successivement placés en détention, accusés de conspirer contre le gouvernement et d'organiser des manifestations en vue de soutenir le retour annoncé de Sam Rainsy.

Interdit par la compagnie Thai Airways – alignée sur la posture du gouvernement thaïlandais – d'embarquer depuis Paris en direction de Bangkok, Sam Rainsy a finalement atterri à Kuala Lumpur le 9 novembre, y rejoignant la vice-présidente du CNRP Mu Sochua, également stoppée par les autorités malaisiennes. Quatre jours plus tard, les médias cambodgiens annonçaient que Rainsy a été interdit d'embarquer sur Malaysia Airlines en direction de Djakarta, à la demande du gouvernement indonésien. Mais Rainsy a contredit cette information sur son compte Twitter en annonçant son arrivée en Indonésie et son intention de rencontrer certains dirigeants du pays. Deux jours plus tard, il annonçait sur Twitter son retour à Paris. Cette stratégie traduit le maintien d'une opposition qui, bien qu'en exil, poursuit ses attaques contre le gouvernement cambodgien. Rainsy fait le pari médiatique d'une pression internationale avec le soutien des États-Unis, de l'UE et de l'Australie, tandis qu'Hun Sen mise sur ses alliances régionales et un fort soutien chinois pour asseoir la légitimité de son pouvoir.

Durant ce même week-end du 9 au 10 novembre, Kem Sokha a été autorisé à quitter son domicile et à circuler sur l'ensemble du territoire cambodgien, bien que toujours interdit de quitter le pays et de reprendre une activité politique. Les ambassadeurs de France, des États-Unis, d'Allemagne, d'Australie, du Japon, de l'UE, puis du Royaume-Uni et de la Suisse l'ont successivement rencontré durant les jours qui ont suivi sa libération. Hun Sen a ensuite évoqué la possibilité de libérer sous caution plusieurs dizaines d'opposants politiques arrêtés ces dernières semaines. Ces libérations relatives visent probablement à orienter la décision de l'UE en faveur d'un maintien des accords « Tout sauf les armes » (TSA) et pourraient aussi raviver certaines tensions entre Rainsy et Sokha, ce dernier pouvant désormais s'exprimer publiquement.

## Les accords de préférences commerciales dans la tourmente

### Menaces du retrait de l'accord TSA sur l'économie du pays

En janvier, l'Union européenne a introduit des droits de douane sur les importations de riz cambodgien afin de protéger les riziculteurs européens, une décision qui risque d'impacter des millions d'agriculteurs cambodgiens<sup>8</sup>. Le 11 février, Bruxelles a entamé une procédure d'un an qui pourrait mener à la suspension de l'accord « Tout sauf les armes » (TSA). Cette décision, approuvée par ailleurs par les États-Unis<sup>9</sup>, est motivée par la détérioration de la démocratie et les graves insuffisances en matière du respect des droits humains qui ont émaillé l'organisation des élections de juillet 2018. Selon l'UE, le retrait des accords n'est pas inéluctable. Mais s'il veut continuer d'en bénéficier, le Cambodge doit prendre des mesures convaincantes pour corriger ces manquements. Dos au mur, le gouvernement a d'abord balayé cette décision d'un revers de main en martelant que la souveraineté et l'indépendance du Cambodge ne sont pas négociables et que l'UE n'a pas droit d'ingérence à faire valoir dans les affaires politiques intérieures du pays<sup>10</sup>. Il a aussi déclaré que la suspension de ces accords est inévitable compte tenu de la croissance économique soutenue du pays, et l'a même envisagée comme une opportunité pour renforcer la compétitivité économique du Royaume. Très vite après l'annonce, plusieurs ministères ont été mobilisés pour mettre en place un plan de contingence visant à réduire les coûts de production, de transport et d'exportation de produits stratégiques importés par l'UE.

Mais les enjeux économiques du retrait éventuel des accords sont considérables car l'introduction des barrières tarifaires va fortement augmenter le prix des exportations qui bénéficient des accords TSA. Selon l'UE, cela concerne près de 99 % des exportations dont la valeur totale était de 4,9 milliards d'euros en 2018<sup>11</sup>. En prenant en compte l'élasticité-prix de la demande européenne

<sup>8</sup> Cheng Sokhornm, « CRF voices concern over EU rice tax on Cambodia », *Phnom Penh Post*, 3 décembre 2018.

<sup>9</sup> Niem Chheng, « EBA withdrawal provides "opportunity for growth" », *Phnom Penh Post*, 13 février 2019.

<sup>10</sup> Niem Chheng, « EU demands must not cross "red line" : gov't », *Phnom Penh Post*, 7 juin 2019.

<sup>11</sup> European Commission, « Cambodia: EU launches procedure to temporarily suspend trade preferences », 11 février 2019, (<http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=1981>).

pour le textile, les chaussures et le riz – trois des quatre produits les plus exportés vers l'UE – la Banque mondiale estime que la perte des accords TSA va engendrer une diminution des exportations de ces produits se chiffrant entre 513 et 645 millions \$US<sup>12</sup>.

Selon le Garment Manufacturers Association in Cambodia (GMAC) qui regroupe plus de 580 usines de textiles et de chaussures, la perte d'emplois et la diminution de revenus associée au retrait des accords TSA touche directement 750 000 ouvriers – principalement des jeunes femmes de moins de 35 ans – et menace plus de 3 millions de personnes et familles impliquées à des degrés divers dans le secteur<sup>13</sup>. Le GMAC estime que ces conséquences sur les travailleurs contredisent les objectifs des accords qui visent spécifiquement la réduction de la pauvreté et sont d'autant plus regrettables que l'ensemble du secteur a fait des efforts considérables pour être en conformité avec les conventions du Bureau international du travail (BIT). Des observateurs craignent un effet domino sur les industries connexes. La microfinance est souvent évoquée dans la mesure où de très nombreux prêts sont octroyés aux familles qui bénéficient d'un revenu stable de l'industrie textile. La menace qui pèse sur ces emplois peut non seulement déstabiliser l'économie des familles emprunteuses, mais un défaut de paiement étendu risque aussi de déstabiliser le secteur dans son ensemble<sup>14</sup>.

Le géant de l'équipement sportif Adidas, un des plus gros clients du Cambodge, estime pour sa part que l'UE devrait cibler davantage les secteurs où des abus de droits humains et civils sont clairement établis et exclure les secteurs – comme le textile et les chaussures – qui ont un impact important sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté dans le Royaume<sup>15</sup>. Selon la Chambre de commerce européenne au Cambodge (EuroCham), le retrait du partenariat commercial avec l'UE mettra en péril les investissements, et les initiatives de développement européens, et les moyens de subsistance des

---

<sup>12</sup> World Bank, « Recent economic developments and outlook », mai 2019.

<sup>13</sup> Xinhua, « Cambodia's garment manufacturers group urges EU to maintain EBA for Cambodia », *Xinhuanet*, 16 août 2019.

<sup>14</sup> Phorn Bopha et Sokummono Khan, « Many Face Cascades of Woe if Cambodia Loses Preferred EU Trade Status », *Voice of America*, 19 octobre 2019.

<sup>15</sup> Niem Chheng, « Adidas raises EBA concerns », *Phnom Penh Post*, 25 mars 2019.

Cambodgiens. Elle ajoute que le retrait de ces accords va mettre un terme au travail de fond visant à renforcer le cadre juridique et réglementaire du pays et la promotion des intérêts commerciaux des entreprises européennes<sup>16</sup>. Un collectif d'organisations de la société civile et de syndicats s'est également invité dans le débat public en appelant le gouvernement à prendre ses responsabilités et adopter des mesures conformes aux demandes de l'UE.

## Réponses et instrumentalisations politiques

Sam Rainsy a saisi la balle au bond. Tout en reconnaissant les conséquences économiques désastreuses qui résulteraient du retrait des accords TSA, il a soutenu la décision européenne avec ferveur. Il indique que la meilleure solution pour éviter le scénario catastrophe serait de libérer Kem Sokha, rétablir le parti d'opposition CNRP et réorganiser des élections nationales<sup>17</sup>. Mais ce positionnement n'est pas du goût de tous les opposants politiques. Kong Korm, président honoraire du Khmer Will Party, craint que le retrait des accords ne serve avant tout les ambitions de Sam Rainsy qu'il accuse de vouloir instrumentaliser une partie de la population et des militaires déserteurs pour renverser le gouvernement et créer le chaos dans le pays<sup>18</sup>.

Face au spectre d'un chômage de masse et d'une instabilité sociale et politique majeure, le gouvernement a progressivement pris la menace au sérieux. Et afin de sauver les accords, il a multiplié dès le mois de mars les rencontres avec les délégations européennes impliquées dans le processus de négociations au Cambodge. Au cours de visites d'État dans plusieurs pays d'Europe, le gouvernement a, par ailleurs, obtenu le soutien de la Hongrie, de la Bulgarie et de la République tchèque qui se sont positionnées en faveur du maintien des accords TSA. Le Cambodge peut aussi compter sur le soutien stratégique de la Croatie qui va présider l'Union européenne dès janvier 2020<sup>19</sup>.

---

<sup>16</sup> Cheng Sokhorn, « EU companies voice concern over impact of possible EBA withdrawal », *Phnom Penh Post*, 6 décembre 2018.

<sup>17</sup> Niem Chheng, « Rainsy: EU must hold firm in fight for democracy », *Phnom Penh Post*, 18 mars 2019.

<sup>18</sup> Mech Dara, « Kong Korm: Withdrawing EBA serves Rainsy's ambitions », *Phnom Penh Post*, 27 février 2019.

<sup>19</sup> Khuon Narim, « Croatia vows support for Kingdom's EBA bid », *Khmer Times*, 23 octobre 2019.

Le 12 novembre, l'UE a fait parvenir aux autorités cambodgiennes le rapport préliminaire de la mission d'investigation qu'elle mène depuis février. Ce rapport est confidentiel mais les deux pages de conclusion ont fuité dans la presse<sup>20</sup>. L'UE y reconnaît que des progrès ont été fait en matière de droits des travailleurs et de droits fonciers mais fustige la détérioration des droits civils et politiques dans le pays et maintient l'évaluation critique de la situation au début de la procédure. Le gouvernement dispose d'un mois pour répondre à ce rapport avant que l'UE ne prenne une décision finale annoncée pour février 2020. Il y a peu de doutes que les dispositions prises en cette fin d'année concernant la libération relative de l'opposition préfigurent une position plus souple du gouvernement sur ce dossier. L'année 2020 sera l'année de dénouement d'enjeux économiques et politiques majeurs pour l'avenir du Cambodge.

## **Au-delà des relations commerciales avec l'UE**

La menace qui pèse sur les accords de préférences commerciales ne concerne pas seulement le programme TSA de l'UE. Courant mars, plusieurs membres du Congrès américain ont soumis le Cambodia Trade Act of 2019, visant à priver le Cambodge du Système généralisé de préférences (SGP) avec les États Unis. Les raisons évoquées sont également le recul démocratique des droits humains. Le SGP des États-Unis, qui avait été actualisé en 2016, permet au Cambodge d'exporter sans taxes plusieurs produits vers les États-Unis<sup>21</sup>, son meilleur marché d'exportation après l'UE. Les échanges commerciaux entre les deux pays en 2018 ont d'ailleurs augmenté de 27 % pour les exportations vers les États-Unis, de 12 % pour les exportations vers le Cambodge, en comparaison avec l'année 2017<sup>22</sup>. Courant mai, trois sénateurs américains ont déposé le Cambodia Accountability and Return to Investment Act, plaidant pour des sanctions (gel de comptes en banque, annulation des prêts bilatéraux) tant que le gouvernement ne libère pas Kem Sokha et n'annule pas les condamnations

---

<sup>20</sup> Parameswaran Ponnudurai, « EU Issues Damning Report on Cambodia Before Looming Deadline on Trade Benefits Decision », *Radio Free Asia*, 13 novembre 2019.

<sup>21</sup> Post Staff, « AmCham rues tariff agreement end », *Phnom Penh Post*, 15 mars 2019.

<sup>22</sup> Hor Kimsay, « US China trade war boosts Cambodian export products », *Phnom Penh Post*, 7 novembre 2018.



contre Sam Rainsy, contre différents membres de l'opposition ainsi que deux journalistes de Radio Free Asia<sup>23</sup>.

## **Une Chine toujours plus conquérante dans les affaires du Cambodge**

Pékin s'est stratégiquement engagé à verser sans contrepartie une aide militaire de 89 millions \$US pour les trois prochaines années, et à acheter 400 000 tonnes de riz au Cambodge, si l'UE entérine la suspension des accords TSA. Cette promesse a été confirmée lors de la visite d'Hun Sen au Belt and Road Initiative Forum qui s'est tenu fin avril à Pékin. La Banque mondiale note que l'imposition de barrières tarifaires aux exportations de riz cambodgien vers l'Europe a effectivement été compensée par l'augmentation des quotas d'importation de riz cambodgien en Chine<sup>24</sup>. Mais cet effet de compensation n'est pas bien connu pour les autres marchés et les incertitudes persistent compte tenu du ralentissement de la croissance chinoise.

Il n'en reste pas moins que la Chine est devenue omniprésente et incontournable dans les affaires économiques, politiques et sociales du Cambodge. Pour la cinquième année consécutive, elle est le premier investisseur étranger du Cambodge<sup>25</sup>. Dans la mesure où nombre de ces investissements sont financés par des prêts chinois, la dette extérieure du Cambodge envers la Chine a significativement augmenté ces dernières années. Le Cambodge figure parmi les quelques pays du monde où l'endettement public externe envers la Chine représente plus de 25 % du PIB national<sup>26</sup>. Certains analystes estiment que l'économie cambodgienne est trop fragile pour assurer le remboursement tandis que d'autres, dont le gouvernement, soutiennent que les faibles taux d'intérêt, le volume et les conditions de prêts ne présentent pas de risque.

---

<sup>23</sup> Khorn Savi, « Gov't unconcerned by Kem Sokha "release" bill tabled in US Senate », *Phnom Penh Post*, 23 mai 2019.

<sup>24</sup> World Bank, « Recent economic developments and outlook », mai 2019.

<sup>25</sup> Hin Pisei, « China still No 1 source of FDI », *Phnom Penh Post*, 23 septembre 2019.

<sup>26</sup> S. Horn, C. Reinhart et C. Trebesch, 2019, *Chinas's Overseas Lending*, Kiel Institute for the World Economy.

La situation de Sihanoukville où l'influence chinoise, importante en termes d'investissements et de démographie, est symptomatique des enjeux actuels. Présentée comme le nouveau Macao, la ville a connu un développement considérable de ses infrastructures mais doit aussi faire face à des problèmes majeurs de violence, de drogue et d'insécurité directement liés à la présence chinoise. Au mois de juin, un immeuble chinois en construction s'est effondré faisant 19 morts et 24 blessés cambodgiens<sup>27</sup>. Cet événement a renforcé un malaise grandissant au sein de la population cambodgienne, et suscité une vague de critiques concernant les vices de procédure qui réglementent et encadrent ces investissements. Fin août, le gouvernement a interdit les jeux d'argent en ligne, ce qui a entraîné l'exode de dizaine de milliers de Chinois dans le courant du mois de septembre, une décision approuvée par Pékin.

Derrière un discours de coopération économique et de sécurité régionale, l'intervention de l'armée chinoise elle aussi se renforce au Cambodge. Un accord de coopération au mois d'octobre prévoit des exercices militaires conjoints et le développement des ressources humaines et de l'arsenal militaire cambodgiens<sup>28</sup>. Lors du sommet de l'Asean qui s'est tenu à Singapour en novembre 2018, l'*Asia Times* a révélé la cession d'une zone de contrôle militaire dans la province de Koh Kong à la Chine<sup>29</sup>. En juillet 2019, le *Wall Street Journal* a publié un rapport suspectant le développement d'une base militaire chinoise dans le parc de Ream de la province de Sihanoukville<sup>30</sup>. Le gouvernement cambodgien a démenti ces allégations.

---

<sup>27</sup> Long Kimmarita, « Sihanoukville building collapse death toll rises to 19 », *Phnom Penh Post*, 24 juin 2019.

<sup>28</sup> Mech Dara, « Banh inks Sino-Cambodia military deal on China trip », *Phnom Penh Post*, 21 octobre 2019.

<sup>29</sup> David Hutt et Shawn W. Crispin, « Cambodia at the center of a new cold war », *Asia Times*, 15 novembre 2018.

<sup>30</sup> Jeremy Page, Gordon Lubold et Rob Taylor, « Deal for naval outpost in Cambodia furthers china's quest for military network », *The Wall Street Journal*, 22 juillet 2019.

## Contrôle de l'administration, recherche de légitimité populaire et poursuite des chantiers sociaux

Le 3 janvier l'Assemblée nationale a ratifié un amendement visant à doubler les effectifs de la représentation politique et de l'administration à l'échelle locale (commune, district, ville, etc.)<sup>31</sup>. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une politique de décentralisation et de déconcentration initiée suite aux premières élections communales de 2002. Cette réforme vise le renforcement de dispositifs de gouvernance et de responsabilité budgétaire à l'échelle locale et une meilleure implication citoyenne dans les affaires publiques. Lors des élections municipales, de district et provinciales, qui se sont déroulées le 26 mai et durant lesquelles 99,94 % des 11 572 conseillers communaux ont voté, le Cambodian People's Party (CPP) a remporté 3 484 sièges, ne cédant que 38 sièges au Khmer National United Party, et 33 au Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC). À la suite de l'éviction du Cambodia National Rescue Party (CNRP), ce vote s'apparente à une « formalité électorale » et témoigne d'un contrôle total des institutions politiques et administratives par le CPP et son vaste réseau clientéliste.

Le gouvernement vise en même temps à se ménager une certaine crédibilité auprès de la population. C'est pourquoi courant août, lors d'une réunion du Comité central du CPP et en présence de 1 000 membres vétérans du parti, le Premier ministre a déclaré que les fonctionnaires travaillant d'une part dans la Police et dans l'Armée, et bénéficiant d'autre part du titre honorifique de « magnat » (*oknha*), ne pourraient plus cumuler ces deux statuts<sup>32</sup>. Cette réforme vise à prévenir les abus de pouvoir résultant de cette double situation, et à montrer à la population que les élites ne peuvent plus agir en toute impunité. En effet, une dizaine de magnats ont été arrêtés ces deux dernières années pour

---

<sup>31</sup> Mech Dara, « NA ratifies law amendments », *Phnom Penh Post*, 4 janvier 2019.

<sup>32</sup> Depuis 2017, l'obtention du titre d'*oknha* requiert une donation de 500 000 dollars au gouvernement, et non plus 100 000 dollars comme cela était le cas depuis 1994. Le nombre d'*oknha* serait passé de 20 à 1 000 (environ) entre 2004 et 2019. Khoun Narim, « Choosing between being an Oknha or armed officer », *Khmer Times*, 18 septembre 2019.

différents crimes tels que trafic de bois, accaparement de terres, trafic de drogues, fraude, violence et meurtre.

Par exemple, Soeng Sam Ol et Kong Kroeng, deux magnats également membres de l'armée royale du Cambodge, ont été récemment arrêtés pour crimes forestiers dans les provinces de Mondolkiri et Kratie. Début février, le gouvernement et le Roi ont démis de ses fonctions le commandant général de la police militaire de la province du Ratanakiri, Kim Reaksmey. Si les raisons de cette décision sont restées floues, elle a néanmoins été prise quelques jours après que Kim Reaksmey eut publié sur son compte Facebook des photos de sa fête d'anniversaire durant laquelle il offrait 100 000 dollars à chacun de ses cinq enfants, et de sa maison luxueuse construite en bois rare et cher<sup>33</sup>. On pense également au procès actuel de l'ancien gouverneur de la province de Takeo, Lay Vannak, et de son frère directeur adjoint de la police provinciale, Lay Narith, accusés du meurtre de la maîtresse de Lay Vannak en janvier 2016, Chev Sovathana. Parmi les 99 magnats identifiés dans l'Armée et au ministère de la Défense, 75 ont finalement décidé de renoncer à leur titre d'*oknha*, 24 ont préféré conserver ce titre aux dépens de leur poste de fonctionnaire<sup>34</sup>.

Le gouvernement a également fait des progrès en matière fiscale. Le département des Taxes aurait récolté 2,19 milliards \$US en 2018 contre 1,06 milliard en 2014, soit une augmentation annuelle de 20 %<sup>35</sup>. Ce sont notamment les taxes sur les profits des entreprises et sur les salaires, ainsi qu'une TVA de 10 % qui ont permis cette forte augmentation. Ceci contribue au financement de la sécurité routière (notamment de la signalétique), l'entretien des égouts, le ramassage d'ordures, l'instauration d'un régime d'assurance santé pour les employés (instauré par décret le 6 janvier 2016), et la création d'un Fonds national de sécurité sociale. Ce fonds a été lancé en 2008, couvrant environ 900 000 travailleurs du secteur formel cambodgien, apportant notamment une aide annuelle à plus de 50 000 ouvrières venant de donner naissance à un enfant<sup>36</sup>, et unanimement approuvé à l'Assemblée nationale début octobre 2019.

---

<sup>33</sup> Khorn Savi, « General fired as the head of Ratanakiri military police », *Phnom Penh Post*, 11 février 2019.

<sup>34</sup> Mech Dara, « Majority of military officials relinquish their "oknha" title », *Phnom Penh Post*, 25 septembre 2019.

<sup>35</sup> Post Staff, « Cambodia's tax revenue enjoys rise once again », *Phnom Penh Post*, 31 janvier 2019.

<sup>36</sup> Mom Kunthea, « Government delivers \$5 million in childbirth bonuses », *Khmer Times*, 4 octobre 2019.

À l'occasion du forum gouvernement-secteur privé qui s'est tenu le 29 mars, Hun Sen a annoncé des réformes destinées à renforcer l'attractivité économique du Cambodge. Celles-ci incluent la réduction des « paiements officieux » à l'administration, la suppression du paiement de la TVA sur les exportations de biens agricoles, et la suppression de sept jours fériés (une réduction annuelle de 30 à 23 jours fériés). Ces réformes permettraient de créer 400 millions \$US de revenu annuel, pour partiellement faire face à l'éventuel retrait de « Tout sauf les armes »<sup>37</sup>. En dépit de ces avancées en matière de justice et de solidarité sociales, l'ONG Financial Action Task Force a souligné que le Cambodge, classé 161<sup>e</sup> sur 180 sur l'index de corruption de l'ONG Transparency International, n'a entrepris aucun cas juridique concernant le blanchiment d'argent, et que la Cambodian Financial Intelligence Unit n'a pas supervisé l'essor du secteur immobilier et des casinos, secteurs connus pour être des lieux de blanchiment privilégiés du crime organisé<sup>38</sup>.

## Les multiples impacts de la sécheresse

À l'instar d'autres pays de la région comme les Philippines, la Thaïlande ou le Vietnam, le Cambodge a connu cette année une sécheresse prononcée qui a provoqué l'assèchement de rivières, lacs et terres agricoles<sup>39</sup>. Cette anomalie résulte de l'effet *El Niño*, mais traduit aussi probablement des transformations durables du climat. Bien que les mécanismes et conséquences de ces changements ne soient pas encore parfaitement élucidés, ils impliqueraient un raccourcissement de la période de mousson d'été et une intensification de l'occurrence et de la taille des tempêtes en mousson d'été, deux événements climatiques qui ont eu lieu cette année<sup>40</sup>. Les perspectives pour l'année prochaine ne sont guère

---

<sup>37</sup> Joshua Lipès, « Cambodia's PM Hun Sen Unveils "Strategy" to Offset Loss of EU Trade Scheme », *Radio Free Asia*, 29 mars 2019.

<sup>38</sup> Tom Allard, « Global watchdog to put Cambodia on its money laundering watchlist », *Reuters-Business News*, 22 février 2019.

<sup>39</sup> Khorn Savi, « UN, Asean: Drought in region may intensify », *Phnom Penh Post*, 25 avril 2019.

<sup>40</sup> Brian Eyster, « The mighty Mekong at crisis point », *Khmer Times-Capital Cambodia Business weekly*, 9 novembre 2019.

meilleures car les premiers mois de 2020 s'annoncent comme les plus secs dans l'histoire climatique du pays.

Cumulée à la rétention d'eau dans les barrages hydroélectriques en amont du Cambodge (Laos et Chine), la sécheresse a eu un impact particulièrement fort sur le Mékong qui a enregistré cette année des niveaux extrêmement bas, les plus bas en moyenne depuis 30 ans. Cette situation anormale a directement touché le système hydrographique du grand lac Tonle Sap. Alors que les eaux du Mékong inondent habituellement la grande plaine du lac durant 3 à 4 mois de l'année, l'inondation n'a duré que 6 semaines en 2019. L'effet incubateur de la plaine sur le frai du poisson a donc été très limité. Les premiers témoignages de pêcheurs recueillis en fin d'année et les prévisions du ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche suggèrent que les volumes de pêche seront significativement plus faibles que d'habitude<sup>41</sup>. La sécurité alimentaire des familles de pêcheurs est directement menacée et le spectre d'une crise alimentaire majeure plane dans la mesure où la pêche apporte 70 % de l'apport protéinique à la population du pays. Ces difficultés s'ajoutent aux problèmes de la pêche illégale et de l'application laxiste de la loi qui demeurent des préoccupations majeures du secteur.

Mais la sécheresse prolongée a également eu d'autres répercussions importantes. Les températures inhabituellement élevées ont boosté la demande en électricité dans le pays et le manque d'eau a considérablement limité le fonctionnement des barrages hydroélectriques<sup>42</sup>. Or, l'hydroélectricité est devenue au cours de ces dix dernières années la source principale d'électricité produite au Cambodge. Entre 2011 et 2018, par exemple, la production nationale d'électricité a été multipliée par 8 alors que dans le même temps, la quantité d'électricité importée est passée de 64 à 16 % de la quantité totale générée. Cette transformation dans le mix énergétique s'explique principalement par la très forte croissance de la production hydroélectrique<sup>43</sup>. Et quand les rivières sont à sec, comme ce fut le cas début 2019, la production d'hydroélec-

---

<sup>41</sup> Malis Tum, « "Water But No Fish": Cambodia Faces Possible Food Crisis », *Voice of America*, 27 octobre 2019.

<sup>42</sup> Khouth Sophak Chakrya, « EDC tackles power shortfall », *Phnom Penh Post*, 19 mars 2019.

<sup>43</sup> Elle est passée de 51 522 kWh en 2011 (5 % de l'électricité produite) à 4 737,01 kWh en 2018 (58 % de l'électricité produite). Source : rapports annuels de 2011 et 2018 de l'Electricity Authority of Cambodia, ([www.eac.gov.kh](http://www.eac.gov.kh)).

tricité s'arrête. L'achat d'électricité aux pays voisins n'a pas permis de compenser la pénurie et au mois de mars, le gouvernement n'a eu d'autre choix que de procéder à des coupures générales de courant. Celles-ci ont paralysé le pays pendant plusieurs mois, pénalisant les ménages et petites et moyennes entreprises qui n'ont pas de source d'électricité alternative<sup>44</sup>.

Ces difficultés sont préoccupantes dans le contexte d'une urbanisation et d'une industrialisation soutenues. Le gouvernement en est parfaitement conscient et est engagé dans une stratégie de diversification du mix énergétique du pays. Un investissement de 58 millions \$US a été approuvé au début de l'année pour développer une méga-infrastructure de panneaux solaires dans la province Kompong Speu<sup>45</sup>. Par ailleurs, la construction d'un parc éolien dans la province de Kampot est en discussion<sup>46</sup>. À court terme, ces sources additionnelles ne sont pas suffisantes pour faire face à la demande et le Premier ministre a déjà annoncé des coupures générales l'année prochaine<sup>47</sup>.



Le gouvernement cambodgien doit faire face à des enjeux de développement allant bien au-delà des conflits politiques qui émaillent le pays depuis de nombreuses années. Le durcissement du pouvoir autoritaire de Phnom Penh compromet, en effet, les accords de préférences commerciales avec l'Union européenne et les États Unis et menace le développement industriel du pays ainsi que la vie de plusieurs centaines de milliers de familles. Sa marge de manœuvre est restreinte ; le pari de miser sur la Chine est risqué car sa croissance n'est pas illimitée et son influence pose des problèmes sociaux grandissant au sein de la société cambodgienne. S'il sort gagnant de ce bras de fer politico-économique, le gouvernement risque de contenir les opposants politiques à des seconds rôles.

---

<sup>44</sup> Cheng Sokhorn, « Small vendors hit hard by nationwide blackouts », *Phnom Penh Post*, 26 mars 2019.

<sup>45</sup> Hin Pisei, « Solar power plant set for 2019 », *Phnom Penh Post*, 31 décembre 2018.

<sup>46</sup> Chea Vannak, « Nation's first wind energy project on the table », *Khmer Times*, 7 novembre 2019.

<sup>47</sup> Thou Vireak, « Power shortages again in dry season, says prime minister », *Phnom Penh Post*, 7 novembre 2019.

## Fiche Cambodge

**Nom officiel** : royaume du Cambodge

**Capitale** : Phnom Penh

**Superficie** : 181 035 km<sup>2</sup>

**Population** (recensement démographique de 2019) : 15 288 489 hab.

**Langue officielle** : khmer

### Données politiques

---

**Nature de l'État** : monarchie constitutionnelle

**Nature du régime** : parlementaire

**Suffrage** : universel (à partir de 18 ans)

**Chef de l'État** : S.M. le roi Norodom Sihamoni (depuis octobre 2004)

**Premier ministre** : Hun Sen (depuis janvier 1985)

**Ministre des Affaires étrangères** : Prak Sokhonn (depuis avril 2016)

**Ministre de la Défense nationale** : Samdech Tea Banh (depuis juin 2006)

**Président de l'Assemblée nationale** : Heng Samrin (depuis mars 2006)

**Échéances** : élections communales (2022), élections législatives (2023)

### Indicateurs démographiques et sociologiques

---

**Principaux groupes ethniques** (CIA-The World Factbook, est. 2013) : Khmers (97,6 %), Cham (1,2 %), Vietnamiens (0,1 %), Chinois (0,1 %), autres (0,9 %).

**Religions** (CIA-The World Factbook, est. 2013) : bouddhistes (97,9 %), musulmans (1,1 %), chrétiens (0,5 %), autres (0,6 %).



## Chronologie

### JANVIER 2019

- 2 Le Roi promulgue la révision de la loi sur les partis politiques qui permettra aux cadres de l'opposition de solliciter, via le Premier ministre, la clémence royale afin de reprendre leurs activités politiques.
- 17 Deux membres de l'opposition, Kong Korm et son fils Kong Bora, peuvent reprendre leurs activités politiques.

### FÉVRIER 2019

- 11 L'Union Européenne initie une mission d'investigation d'un an motivée par la détérioration de la démocratie et graves insuffisances en matière du respect des droits de l'homme. Les conclusions pourraient mener à la suspension de l'accord commercial « Tout sauf les armes » (TSA).

### AVRIL 2019

- 5 Des centaines de familles expulsées de leurs terres par la société sucrière du sénateur PPC Ly Yung Phat dans la province de Kampong Speu manifestent à Phnom Penh.
- 25-29 PM Hun Sen participe au 2<sup>e</sup> Forum de la route de la soie (Belt and Road Forum) à Pékin, où une dizaine de MoU sont signés (taxes, investissements, commerce, dont achat de riz par la Chine). Le 29, lors d'une rencontre entre Hun Sen et le Président Xi Jinping, ce dernier annonce une aide de 90 millions \$US pour soutenir la Défense cambodgienne.
- 29 Le PM Hun Sen rencontre à Phnom Penh une délégation chinoise dirigée par le Président Xi Jinping. Neuf accords sont signés dont un permettant aux banques cambodgiennes d'utiliser le Yuan pour les règlements électroniques.

### MAI 2019

- 26 Élections municipales aux termes desquelles le Cambodian Peoples's Parti (CPP) sort à nouveau victorieux. En l'absence d'une opposition, il s'agit d'une « formalité électorale ».

### JUIN 2019

- 22 Un hôtel en construction de 7 étages s'écroule à Sihanoukville. Le bilan sera d'une vingtaine de morts et autant de blessés. Il apparaît rapidement que l'hôtel était non déclaré. Dans la presse, l'accident illustre à la fois l'explosion urbaine rapide et mal

contrôlée de la ville, autant que la mainmise de la Chine sur celle-ci (dont plus de 90 casinos).

### **JUILLET 2019**

- 18** 1 600 tonnes de déchets plastiques illégalement importées des États-Unis et du Canada sont saisies dans le port de Sihanoukville. Les autorités annoncent que ces déchets seront renvoyés dans leur pays d'origine et la société importatrice sanctionnée.

### **AOÛT 2019**

- 4** Décès à l'âge de 93 ans de Nuon Chea, ex-bras droit de Pol Pot, condamné en 2018 par un Tribunal sous l'autorité des UN à la réclusion à perpétuité pour crimes contre l'humanité et génocide.
- 5** Le Conseil des ministres approuve le projet de loi sur le régime de la sécurité sociale qui prévoit des pensions de retraite pour les employés du secteur privé et certains travailleurs du secteur informel.
- 18** Le Premier ministre Hun Sen émet une directive interdisant les jeux d'argent en ligne pour les menaces à l'ordre social (fort sursaut de criminalité) qu'ils représentent. Suite à cela, 10 000 Chinois auraient quitté la ville de Sihanoukville dès le mois de septembre.
- 19** Le dirigeant en exil de l'opposition (ex-CNRP) Sam Rainsy annonce qu'il rentrera au Cambodge le 9 novembre, jour de l'indépendance, pour évincer le Premier ministre Hun Sen du pouvoir et « restaurer la démocratie et les droits de l'Homme ». Les autorités indiquent qu'il serait arrêté à son arrivée.

### **SEPTEMBRE 2019**

- 1<sup>er</sup>** Trois militants de l'opposition du Parti du Salut National sont arrêtés à Kampong Thom. Ils sont accusés d'avoir critiqué le PM Hun Sen sur les réseaux sociaux.
- 13** Le PM laotien est en visite officielle au Cambodge. Cinq accords ont été signés dont un sur l'achat d'électricité. Les 2 pays préparent un traité sur les délimitations des frontières nationales.
- 12** Lors d'une conférence de presse avec son homologue laotien, le PM Hun Sen transmet aux États membres de l'Asean le mandat d'arrêt contre Sam Rainsy.
- 20** Le gouvernement fixe le salaire mensuel minimum des ouvriers des industries textiles et de chaussures pour 2020 à 190 \$US (contre 182 \$US en 2019).

**OCTOBRE 2019**

- 4-5** PM Hun Sen est en visite officielle au Vietnam, à Hanoi. Sept accords portant sur les coopérations commerciales, énergétiques et douanières sont signés.
- 18-22** Durant la rencontre sportive des 7<sup>e</sup> Jeux militaires mondiaux à Wuhan, en Chine, le ministre de la défense Tea Banh, rencontre le ministre chinois de la Défense nationale Wei Fenghe autour des questions de sécurité régionale ainsi que de l'assistance de la Chine aux Forces armées royales khmères auxquelles une aide de 84 millions \$US est attribuée. Le ministre Tea Banh se rend également à Pékin pour le forum militaire Beijing Xiangshan forum (20-22).

**NOVEMBRE 2019**

- 9** Interdit par les autorités thaïes d'embarquer pour Bangkok depuis Paris, Sam Rainsy atterrit à Kuala Lumpur.
- 10** Libération sous caution, par le tribunal municipal de Phnom Penh, de Kem Sokha (autre dirigeant avec Sam Rainsy de l'ex-CNRP) qui peut désormais circuler librement au Cambodge. Celui-ci avait été arrêté en 2017 pour trahison et était en résidence surveillée depuis septembre 2018.
- 12** L'Union Européenne fait parvenir aux autorités cambodgiennes le rapport préliminaire de la mission d'investigation entreprise en février et auquel est conditionné le maintien ou le retrait de l'accord TSA.
- 14** Sam Rainsy atterrit à Jakarta, où il ne peut finalement rencontrer aucun dirigeant. Le premier ministre cambodgien Hun Sen annonce la libération sous caution de plus de 70 militants de l'opposition arrêtés depuis septembre et accusés d'avoir aidé Sam Rainsy à préparer un coup d'État.
- 15** Sam Rainsy annonce son retour à Paris.

## Portraits

### **Ing Kantha Phavi, ministre de la Condition des femmes**

Après plusieurs années en France d'exercice de la médecine, et diplômée d'un brevet de l'École nationale d'administration de Paris en 1995, Son Excellence Ing Kantha Phavi a travaillé comme conseillère technique au ministère du Développement rural de 1995 à 1997, en charge de l'Économie rurale et de la Santé communautaire. À l'issue de cinq années en tant que secrétaire d'État au ministère de la Condition des femmes et des anciens combattants, Ing Kantha Phavi a été nommée en 2004 ministre de la Condition des femmes et présidente du Conseil national des femmes du Cambodge. Son époux, Trac Thai Sieng, a occupé la fonction de vice-gouverneur de Phnom Penh de 1998 à 2017 et, depuis, a été nommé secrétaire d'État des Travaux publics et des Transports.

Depuis la fin des années 1990, Ing Kantha Phavi et son équipe ont dédié leur travail à la reconnaissance juridique des problèmes de genre, à la lutte contre toutes formes de violences sur les femmes dont le trafic humain, l'exploitation sexuelle et la violence domestique, à l'émancipation économique des femmes ainsi qu'à l'amélioration de leur santé reproductive. En mars 2019, Ing Kantha Phavi a inauguré l'hôpital des femmes Nokor Tep (« cité de la compassion ») à Phnom Penh avec le soutien de la fondation Nokor Tep dont elle est co-fondatrice. Nokor Tep est le deuxième hôpital pour femmes dans le pays, offrant des soins médicaux à toutes les femmes, y compris les plus démunies. Cette initiative est cohérente avec l'engagement du gouvernement à améliorer la santé de la population, à renforcer l'expansion d'un système national de sécurité sociale pour les salariés et les démunis et à lutter contre les inégalités d'accès à la santé dues au genre.

**Ou Virak, fondateur et directeur du Future Forum**

Ou Virak est l'un des principaux analystes politiques et défenseur des droits humains du Cambodge. Il a initié la reconstruction et dirigé le Cambodian Center for Human Rights, une des principales organisations de défense des droits humains du pays. Il met son expérience au service de mouvements citoyens, de débats publics en économie politique et de développement et gestion d'organisations de la société civile. Il est actif dans des groupes de réflexion sur la liberté d'expression, l'état de Droit, le racisme, les droits LGBT et les évictions forcées. En 2015, il a fondé le Future Forum, un think tank indépendant dont la mission est de soutenir l'émergence d'un « Cambodge juste, démocratique, dynamique et prospère, basé sur le besoin de sa population et non de ses dirigeants »<sup>48</sup> et contribuer à la formation d'une communauté capable de proposer et porter des innovations politiques, sociales et économiques utiles à la construction du pays.

---

<sup>48</sup> Voir le site de Future Forum, (<https://www.futureforum.asia/>).

# Arrêt sur image



Le monument "Gagnant-gagnant" à Phnom Penh

© SP

Hun Sen a inauguré en décembre 2018 un monument en l'honneur de sa politique gouvernementale. La stèle évoque « La politique gagnant-gagnant du seigneur Hun Sen, grand commandant des Armées revêtu de lumière » et souligne les vertus du gouvernement de Hun Sen depuis la défaite des Khmers rouges.